

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/L.123/Add.1
31 octobre 1958
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES
Onzième session
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

ETUDE DES MESURES DISCRIMINATOIRES DANS LE DOMAINE DE LA LIBERTE
DE RELIGION ET DES PRATIQUES RELIGIEUSES

(Supplément au projet de rapport rédigé par le
Rapporteur spécial, M. Arcot Krishnaswami)

Le Secrétaire général a reçu du Rapporteur spécial, M. Arcot Krishnaswami, le supplément ci-joint à son projet de rapport sur les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (E/CN.4/Sub.2/L.123) et a l'honneur de le soumettre à la Sous-Commission. Ce supplément a été rédigé en exécution de la résolution B adoptée par la Sous-Commission à sa dixième session (E/CN.4/764, paragraphe 129).

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
INTRODUCTION	4
Observations générales	4
A. Nouveaux progrès réalisés dans la préparation de l'étude . . .	6
B. Utilisation de renseignements provenant de sources non gouvernementales	8
C. Préparation du présent supplément au projet de rapport	9
X. QUESTIONS FONDAMENTALES ^{1/}	11
Observations générales	11
A. Questions générales	12
1. Rapports de l'Etat et de la religion ou de la conviction .	12
2. Devoirs des pouvoirs publics en matière d'élimination des mesures discriminatoires	14
3. Etendue de la liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer	15
4. Action réciproque de la liberté de manifester sa religion ou sa conviction et des limitations apportées à cette liberté	18
B. Questions particulières	22
Introduction	22
1. Limitations imposées à des pratiques spéciales prescrites par la religion ou la conviction	24
a) Exercice du culte	24
b) Forme de célébration du mariage et principes et procédure de dissolution du mariage par le divorce . .	25
c) Dispositions relatives aux pratiques funéraires . . .	28
d) Observation des jours de repos prescrits par la religion et des fêtes religieuses	30
e) Pratiques diététiques	31
f) Port de l'habit religieux, exposition d'emblèmes religieux et usage de cloches et d'instruments de musique	31

^{1/} Les chapitres I à IX du projet de rapport figurent dans le document E/CN.4/Sub.2/L.123.

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
g) Pélerinages et processions	32
h) Formation de chefs religieux	33
i) Propagation de la religion ou de la conviction . . .	34
2. Imposition de devoirs contraires à la religion ou à la conviction	37
a) Objection de conscience au service militaire, fondée sur la religion ou la conviction	37
b) Objection à la prestation de serment, fondée sur la religion ou la conviction	38
c) Objection à l'obligation de participer à des cérémonies religieuses ou civiques	38
d) Objection à l'obligation de prévenir ou de soigner la maladie	39
XI. PROPOSITIONS EN VUE DE DECISIONS A PRENDRE	41
Observations générales	41
A. Enoncé des règles fondamentales	43
B. Procédure à adopter pour soumettre les règles fondamentales aux gouvernements	49
C. Travaux futurs sur l'élimination des mesures discriminatoires	51

INTRODUCTION

1. Le Rapporteur spécial a présenté à la Sous-Commission, à sa dixième session, un projet de rapport sur l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses (E/CN.4/Sub.2/L.123). Après avoir examiné le projet de rapport, la Sous-Commission a adopté la résolution B dont le dispositif contient les paragraphes suivants (E/CN.4/764, paragraphe 129) :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

...

4. Approuve la méthode de travail adoptée par le Rapporteur spécial en ce qui concerne les "monographies par pays" qui étayent l'étude et décrite dans la section C de l'introduction au projet de rapport;

5. Exprime l'espoir que M. Krishnaswami, tenant compte des vues échangées au sujet du projet de rapport à la dixième session de la Sous-Commission, terminera si possible son rapport final en temps utile pour que la Sous-Commission puisse l'examiner à sa onzième session;

6. Prie le Secrétaire général de prêter à M. Krishnaswami l'assistance nécessaire pour qu'il puisse accomplir cette tâche;

7. Déclare qu'elle saurait gré au Secrétaire général de reconsidérer sa décision concernant la publication desdites "monographies par pays", mesure qui représenterait une contribution extrêmement importante et positive au succès des travaux de la Sous-Commission et à la réalisation des objectifs visés par les divers organes des Nations Unies dans la préparation des études sur les mesures discriminatoires;

8. Prend note avec satisfaction des efforts que le Secrétaire général a déjà faits en ce sens, profitant de la latitude qui lui est laissée aux termes de l'annexe à la résolution 664 (XXIV) du Conseil économique et social, pour mettre à la disposition de tous les intéressés les "monographies par pays" qui étayent l'étude et qui sont indispensables pour comprendre pleinement le rapport."

2. La Sous-Commission a adopté à la même session la résolution D, sur les méthodes de travail de la Sous-Commission, dont le dispositif contient les paragraphes suivants (E/CN.4/764, paragraphe 173) :

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

...

1. Déclare qu'elle considère que les études auxquelles elle travaille sur les mesures discriminatoires sont inséparables des renseignements sur

/...

lesquels ces études sont fondées et qui sont résumés dans les "monographies par pays"; et que l'ignorance de la substance de ces renseignements diminuerait la valeur des études et les exposerait à être interprétées de manière erronée, mais que l'insertion de ces renseignements dans le texte même des études priverait ces études d'une grande partie de leur force et de leur qualité en en rendant plus difficiles la diffusion et la lecture;

2. Prend note avec satisfaction de la déclaration que le représentant du Secrétaire général a faite à la 245ème séance et selon laquelle le Secrétaire général s'efforcerait de fournir du personnel supplémentaire pour la préparation des "monographies par pays" afin d'accélérer ainsi le travail des rapporteurs spéciaux, auquel la Sous-Commission attache une grande importance;

3. Demande à la Commission des droits de l'homme de recommander au Conseil économique et social, eu égard aux faits exposés dans la présente résolution, de laisser à la Sous-Commission une latitude raisonnable pour décider de la forme que devraient prendre les études et la documentation qui s'y rapporte, afin que les rapporteurs spéciaux puissent accomplir leur tâche délicate de la manière objective, constructive et libre de toute controverse qui serait la plus propice à la réalisation des missions dont la Sous-Commission a été chargée."

3. La Commission des droits de l'homme, à sa quatorzième session, a examiné aussi le projet de rapport, ainsi que la résolution B de la Sous-Commission (Rapport sur la quatorzième session de la Commission des droits de l'homme, E/3088, paragraphes 73 à 76). Un petit nombre seulement de ses membres ont exprimé leurs vues sur le fond du projet de rapport. Ceux qui ont pris la parole se sont déclarés satisfaits du rapport et de la procédure adoptée par le Rapporteur spécial.

4. La méthode à suivre pour achever l'étude a cependant donné lieu à une certaine discussion et en particulier la question de la forme que devaient prendre les "monographies par pays". La Commission a fait figurer dans son rapport les observations ci-après :

"La Commission a examiné la demande qui lui était adressée au paragraphe 3 de la résolution D, tendant à ce qu'elle recommande au Conseil économique et social de laisser à la Sous-Commission une latitude raisonnable pour décider de la forme que devraient prendre les études et la documentation qui s'y rapporte. Il a été généralement convenu que la Sous-Commission et ses rapporteurs spéciaux devraient bénéficier de toute l'aide possible pour la rédaction de ces études très précieuses. Cependant, des doutes ont été émis quant au sens de ce paragraphe de la résolution de la Sous-Commission et quant à l'étendue et au but de la latitude que la Sous-Commission suggérerait qu'on lui accorde. On a aussi fait état de la résolution 1203 (XII) de l'Assemblée générale, relative au contrôle et à la limitation de la documentation, et du paragraphe 7 du mémoire du Secrétaire général concernant la révision des programmes et des priorités (E/CN.4/759).

Tenant compte de toutes ces considérations, la Commission a exprimé l'espoir que les arrangements du genre de ceux qu'a proposés le Secrétaire général et que résume le paragraphe 122 du rapport de la Sous-Commission se révéleront suffisants pour répondre aux besoins de la Sous-Commission et des rapporteurs spéciaux."

5. Tenant compte des vues échangées sur le projet de rapport au cours de la dixième session de la Sous-Commission, et de la quatorzième session de la Commission des droits de l'homme, le Rapporteur spécial a fait tous ses efforts pour achever son rapport final à temps pour que la Sous-Commission puisse l'examiner à sa onzième session. Toutefois, pour des raisons qui seront indiquées plus loin, cela ne lui a pas été possible. Le Rapporteur spécial présente donc à la Sous-Commission le présent supplément au projet de rapport, qui tend à lui donner autant que possible la même ampleur que le projet final.

6. Depuis la dernière session de la Sous-Commission, des progrès considérables ont été réalisés. Trente-six nouvelles "monographies par pays" ont été rédigées sous forme provisoire. Les gouvernements de vingt-quatre pays ont envoyé des observations ou des renseignements supplémentaires dont on s'est servi pour mettre au point vingt et une "monographies" sous forme définitive. La Sous-Commission notera que l'on a apporté grande attention à la rédaction de ces études; aucun effort n'a été épargné pour les rendre précises et claires. On espère qu'avant la fin de l'année une monographie provisoire aura été établie par chaque Etat Membre des Nations Unies ou membre d'une institution spécialisée et envoyée au gouvernement intéressé pour observations et renseignements supplémentaires.

A. Nouveaux progrès réalisés dans la préparation de l'étude

7. Dans le projet de rapport, le Rapporteur spécial indiquait qu'à la date du 15 novembre 1957 il avait reçu des renseignements des gouvernements de cinquante-quatre pays. Par la suite, il a reçu des renseignements des gouvernements des huit autres pays suivants :

Albanie

Israël

Chili

Italie

Chine

République socialiste
soviétique d'Ukraine

Ethiopie

Yougoslavie

/...

8. Dans le projet de rapport, le Rapporteur spécial indiquait qu'à la date du 15 novembre 1957, il avait reçu des renseignements de vingt-cinq organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et de six organisations non gouvernementales non dotées du statut consultatif. Par la suite, il n'a reçu de renseignements d'aucune autre organisation non gouvernementale mais certaines de celles qui sont mentionnées dans le projet de rapport ont fourni de nouveaux renseignements.

9. Dans le projet de rapport, le Rapporteur spécial faisait savoir que, "utilisant des renseignements recueillis auprès des gouvernements et des organisations non gouvernementales, et les complétant, le cas échéant, à l'aide des autres sources auxquelles il avait accès, le Secrétariat a rédigé à titre d'essai des "monographies par pays" se rapportant à trente pays et les a présentées au Rapporteur spécial". Par la suite, le Rapporteur spécial a revu, approuvé et envoyé pour observations aux gouvernements intéressés ces trente "monographies par pays" provisoires et dix-huit autres, soit au total quarante-huit. Trente-six autres "monographies par pays" provisoires ont été rédigées.

10. A la date du 30 octobre 1958, les gouvernements de vingt-quatre pays avaient envoyé leurs observations ou des renseignements supplémentaires à ajouter aux "monographies" provisoires. Utilisant au mieux ces observations et ces renseignements, le Rapporteur spécial a mis vingt et une "monographies par pays" provisoires sous leur forme définitive^{1/2/}. Conformément aux arrangements proposés à la dixième session de la Sous-Commission (E/CN.4/764, paragraphe 122), le Secrétariat les distribuera comme suit :

- 1/ Il est question, dans les paragraphes 12 à 16, des observations reçues des gouvernements de deux pays.
- 2/ Une réponse provisoire en date du 17 octobre 1958, contenant certaines observations et promettant des renseignements supplémentaires, a été reçue du Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

/...

<u>Document de</u> <u>séance No</u>	<u>Pays</u>	<u>Document de</u> <u>séance No</u>	<u>Pays</u>
1.	France	11.	Norvège
2.	Japon	12.	Islande
3.	Nouvelle-Zélande	13.	Irlande
4.	Suisse	14.	République de Corée
5.	Pays-Bas	15.	Royaume-Uni
6.	Belgique	16.	Ceylan
7.	Australie	17.	Yougoslavie
8.	Irak	18.	Ethiopie
9.	Autriche	19.	Israël
10.	Iran	20.	Canada
		21.	Etats-Unis d'Amérique

11. Le travail est déjà suffisamment avancé pour qu'on puisse se rendre compte de ce que sera la structure du rapport final. Il suivra dans ses grandes lignes le plan du projet de rapport et du présent supplément (E/CN.4/Sub.2/L.123 et Add.1).

B. Utilisation de renseignements provenant de sources non gouvernementales

12. Les communications reçues des gouvernements de deux pays contenaient des contestations élevées au sujet de l'emploi par le Rapporteur spécial, dans les "monographies par pays" provisoires, de renseignements provenant de sources non gouvernementales y compris des renseignements fournis par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.

13. Le Rapporteur spécial, après avoir dûment considéré les vues exprimées par ces gouvernements, a répondu que puisque les organisations non gouvernementales figurent parmi les principales sources de documentation qu'il a reçu pour instructions d'utiliser pour la préparation de l'étude, il ne pouvait pas accepter de travailler sur la seule base des rapports présentés aux Nations Unies par les gouvernements des Etats Membres. Il a ajouté qu'il accueillerait avec satisfaction des observations particulières et des renseignements supplémentaires sur des questions qui, de l'avis du gouvernement intéressé, seraient présentées de manière inexacte dans les "monographies par pays" provisoires. Cela le mettrait à même de décider si l'étude provisoire est inexacte et doit donc être révisée ou s'il y a lieu d'apporter d'autres modifications.

/...

14. La Sous-Commission n'ignore pas que les organisations non gouvernementales ont présenté, pour qu'il en soit fait usage dans l'étude, non seulement des renseignements de fait relatifs à divers pays, mais aussi leurs appréciations sur la situation qui existe dans quelques pays et dans certains cas des allégations qui ne s'appuyaient pas sur des faits.

15. En aucun cas, le Rapporteur spécial n'a fait usage d'allégations qui ne s'appuyaient pas sur des faits. Cependant, il a estimé ne pas pouvoir écarter complètement les appréciations fournies sur des situations existantes par des organisations internationales hautement respectées, qui montraient parfois comment il peut exister des mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses même contrairement à la loi et aux règlements administratifs.

16. Dans de tels cas, le Rapporteur spécial a fait figurer ces appréciations dans ses "monographies par pays" provisoires et il les a envoyées aux gouvernements intéressés pour observations et renseignements supplémentaires. Après réception de ces observations et renseignements supplémentaires, il a examiné les changements qu'il y avait lieu d'apporter aux études provisoires dans chaque cas particulier. En règle générale, il a supprimé des "documents de séance" définitifs les renseignements réfutés comme inexacts par le gouvernement intéressé, et toute appréciation que le Rapporteur spécial a considérée comme non confirmée par des faits. Toutefois, il n'a pas supprimé des renseignements pour le seul motif qu'ils émanaient d'une source non gouvernementale, ni des appréciations pour le seul motif que des gouvernements les contestaient sans les réfuter.

C. Préparation du présent supplément au projet de rapport

17. Le projet de rapport de l'an dernier contenait une analyse provisoire des renseignements dont on disposait. En outre, il était signalé qu'elle était en grande partie fondée sur des renseignements non encore vérifiés.

18. Il a été manifestement impossible de satisfaire l'espoir exprimé par la Sous-Commission que le rapport final serait terminé en temps utile pour qu'elle puisse l'examiner à sa onzième session, puisque vingt et une seulement des quatre-vingt-quatre "monographies par pays" étaient établies sous forme définitive. Il est à présumer cependant que la Sous-Commission avait prévu cette éventualité lorsqu'elle a employé l'expression "si possible" dans la résolution B.

/...

19. Avant d'entreprendre la rédaction du présent supplément, on a envisagé d'établir un projet de rapport révisé, contenant une analyse des renseignements plus complète, mais néanmoins provisoire. Cette idée a été abandonnée. Un "second projet" fondé sur les renseignements dont on disposait n'aurait guère été moins provisoire que le premier projet, que la Sous-Commission avait minutieusement étudié. Présenter un tel projet de rapport au présent stade aurait exposé l'auteur à être critiqué pour avoir en majeure partie reproduit le rapport de l'année précédente, ce qui non seulement aurait pu entraîner la Sous-Commission dans un débat stérile, mais aussi aurait transgressé les directives de l'Assemblée générale en matière de limitation de la documentation. En outre, on pouvait utilement consacrer plus de temps à l'achèvement des "monographies par pays", considération qui n'est pas à négliger si l'on pense au peu de personnel disponible pour aider la Sous-Commission.

20. On a donc estimé souhaitable de présenter le présent supplément au projet de rapport, où les questions en jeu et l'action proposée occupent une place importante. Cette méthode s'imposait, non seulement parce qu'elle entraînerait une économie, mais aussi et surtout en raison de l'orientation qu'elle donnerait à l'étude et aux travaux de la Sous-Commission. Conscient que son mandat lui fait obligation de rédiger son rapport non seulement pour servir de base aux recommandations de la Sous-Commission mais aussi dans le dessein d'éclairer l'opinion publique mondiale, le Rapporteur spécial a tenté de formuler les questions fondamentales et de présenter des propositions qui puissent contribuer à éliminer les mesures discriminatoires.

X. QUESTIONS FONDAMENTALES^{1/}

221. Si l'on considère les sentiments violents que la religion suscite, si l'on se souvient qu'autrefois les adeptes de doctrines religieuses rivales faisaient la guerre pour établir la suprématie de leur foi, il est réconfortant de constater, dans une grande partie du monde, l'absence de mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Ce problème n'a plus un caractère mondial. Ce qui était au début la tolérance à l'égard de croyances et de convictions différentes, progrès considérable si l'on tient compte du climat de l'époque et même si la religion dominante de l'Etat ne faisait que souffrir les autres croyances et convictions, est devenu dans beaucoup de pays la reconnaissance du droit de toute personne à la liberté de pensée, de conscience et de religion. La Déclaration universelle des droits de l'homme a proclamé ce droit comme norme commune à tous les peuples et à toutes les nations.

222. S'il est vrai qu'il y a dans le monde de vastes régions où les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses ont disparu, les renseignements rassemblés pour la présente étude révèlent qu'elles existent encore à des degrés divers dans d'autres régions. Il est essentiel, surtout pour ceux qui sont victimes d'une discrimination, que l'on prenne des mesures pour éliminer cette discrimination. En outre, la portée de la Déclaration des droits de l'homme est universelle et, où que vivent des êtres humains, il est impérieux de leur assurer la jouissance des droits qui leur appartiennent. Avant de pouvoir énoncer des mesures à prendre pour éliminer la discrimination dans ce domaine, il est indispensable d'avoir une idée nette des problèmes qui se posent actuellement. C'est pourquoi l'on s'efforce ici de placer ces problèmes dans leur juste perspective.

223. Les questions fondamentales qui sont à la base de ces problèmes sont de deux catégories différentes. Certains problèmes communs ont trait au domaine tout entier de la liberté de pensée, de conscience et de religion, ou à de larges secteurs de ce domaine; ils seront examinés sous la rubrique "Questions générales". D'autres problèmes n'ont trait qu'à des aspects particuliers de cette liberté; ils seront examinés sous la rubrique "Questions particulières".

^{1/} Les chapitres I à IX du projet de rapport figurent dans le document E/CN.4/Sub.2/L.123.

A. QUESTIONS GENERALES

1. Rapports de l'Etat et de la religion ou de la conviction

224. La question qui se pose est la suivante : est-il possible de conclure, en se fondant sur les rapports juridiques de l'Etat et de la religion ou de la conviction^{1/}, qu'une structure juridique donnée assure une liberté égale à toutes les religions ou convictions?

225. On soutient parfois que la reconnaissance par l'Etat d'un statut spécial à une religion ou conviction donnée est en soi une mesure discriminatoire puisqu'elle se traduit automatiquement par l'inégalité des autres religions ou convictions devant la loi. Autrefois, l'existence, dans un pays, d'une Eglise établie ou d'une religion d'Etat entraînait habituellement de graves mesures discriminatoires contre les dissidents et même parfois une véritable persécution. Aujourd'hui encore, il peut en être ainsi dans quelques cas.

226. De nos jours, cependant, la prééminence reconnue à une Eglise établie ou à une religion d'Etat n'est souvent plus qu'un vestige historique de sa suprématie passée. Même le fait que des édifices ecclésiastiques soient mis par l'Etat à la disposition d'une religion établie ou nationale, ou que des subventions lui soient attribuées, ne prouve pas nécessairement qu'il y ait discrimination contre les autres religions, car ce fait peut découler d'arrangements conclus à une époque où l'Etat s'est emparé des biens ecclésiastiques de la religion dominante.

L'existence d'une Eglise établie n'a pas obligatoirement empêché la reconnaissance juridique des autres religions ou convictions. La législation et la pratique de plusieurs pays qui ont une Eglise établie assurent une liberté égale et considérable à toutes les religions et convictions.

227. Si un Etat reconnaît officiellement un certain nombre de religions ou convictions et leur accorde un statut égal, il n'en résulte pas nécessairement que d'autres religions subissent une discrimination parce qu'elles ne sont pas reconnues. Toutefois, dans certains cas, l'établissement d'une religion par l'Etat

^{1/} Dans le présent rapport, le terme "religion ou conviction" comprend, outre les diverses croyances religieuses, d'autres convictions comme l'agnosticisme, la libre-pensée, l'athéisme et le rationalisme.

ou le refus de l'Etat de reconnaître une religion ou conviction peut entraîner des pratiques discriminatoires non seulement dans ce domaine mais aussi dans les domaines civil, politique, économique et social. Si l'effet d'ensemble de toutes ces mesures restrictives est grave, le droit fondamental des individus de garder leur religion ou leur conviction se trouve sérieusement atteint. Toutefois, on ne peut dire que les autres religions ou convictions fassent l'objet d'un traitement discriminatoire pour la simple raison qu'un Etat établit une religion ou une conviction, ou reconnaît un certain nombre de religions ou de convictions.

228. On soutient parfois qu'il ne peut y avoir discrimination entre les diverses religions ou convictions dans un pays où il y a séparation de l'Eglise et de l'Etat. Cependant, les pays qui ont adopté le principe de la séparation l'appliquent selon des modalités très diverses qui entraînent des interprétations très différentes de ce principe. Dans le cadre de ce principe, une certaine religion ou conviction peut être dominante de fait et la loi, bien qu'également applicable à tous, peut traduire dans certaines matières importantes les idées du groupe dominant. Ainsi, les règles relatives à la dissolution du mariage peuvent être reprises du droit religieux du groupe dominant. De même, les fêtes officielles peuvent être dans une large mesure les fêtes religieuses du groupe dominant. Les groupes minoritaires peuvent estimer que ces dispositions ont un caractère discriminatoire.

229. Un problème peut aussi se poser lorsque l'Etat accorde à toutes les religions et convictions le droit de s'organiser, sur un pied d'égalité, ou le droit de choisir leurs chefs religieux, selon une procédure uniforme. Mais la loi qui respecte parfaitement le dogme ou la pratique de l'un des divers groupes, peut ne pas être conforme au dogme ou à la pratique d'un autre groupe qui peut fort bien la considérer comme discriminatoire.

230. Dans certains cas, la "séparation" entraîne l'obligation pour l'Etat de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des groupes religieux. L'Etat a aussi l'obligation de s'abstenir d'attribuer une assistance financière à aucun groupe religieux, soit directement, soit indirectement. Dans d'autres cas, l'interprétation de ce principe par l'Etat n'empêche pas l'octroi de subventions directes ou indirectes à toutes les Eglises ou à tous les groupes religieux. Tel est le cas dans les pays où les biens immobiliers et les moyens de production sont dans

une large mesure à la disposition de l'Etat, qui prête aux fidèles les bâtiments ecclésiastiques, les imprimeries, les fabriques de divers objets religieux, etc. Mais ici peut se poser la question de savoir si la subvention, directe ou indirecte (exonération fiscale, par exemple) est en fait accordée de la même façon à chacun des divers groupes.

231. Par conséquent, l'examen des rapports juridiques de l'Etat et de la religion présente une importance, mais il ne suffit pas en lui-même à montrer dans quelle mesure la liberté religieuse et l'égalité entre adeptes de différentes religions ou convictions sont assurées.

2. Devoirs des pouvoirs publics en matière d'élimination des mesures discriminatoires

232. C'est aux pouvoirs publics qu'il incombe en majeure partie de traduire en mesures pratiques le principe de la non-discrimination dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. La Déclaration universelle des droits de l'homme leur a prescrit un double devoir, qui est énoncé notamment aux articles 2, 7, 18 et 30. D'une part, chaque autorité publique doit, dans son ressort, s'abstenir de commettre des actes discriminatoires par l'adoption et l'application de dispositions constitutionnelles, de lois ou de règlements, ou par des décisions administratives ou judiciaires. D'autre part, elle a le devoir positif de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer à tous l'égalité devant la loi, l'égale protection de la loi et une protection égale contre la discrimination. Il est à peine besoin de faire observer que les tribunaux ont un rôle capital à jouer en cette matière.

233. L'accomplissement de ce devoir est rarement facile; il peut être extrêmement difficile. Il exigera parfois l'abrogation de lois ou la révision de règlements qui pourraient être générateurs de discrimination. Il exigera même parfois l'adoption de mesures préventives ou de sanctions contre les individus ou groupes qui portent atteinte à la liberté de religion ou des pratiques religieuses ou à la liberté des convictions. Il se peut que l'état de l'opinion publique soit opposé à de telles mesures. Il se peut qu'elles risquent d'entraîner des tensions sociales, ou même en certaines circonstances, des troubles de l'ordre public. Il faut tenir compte de tous ces facteurs. Les pouvoirs publics n'en ont pas moins

/...

le devoir de s'efforcer d'éliminer les mesures discriminatoires. Ils doivent employer dans ce dessein tous les moyens dont ils disposent, notamment les mesures d'ordre éducatif dont on peut espérer une transformation du climat social. Les pouvoirs publics ne doivent pas suivre aveuglément les vues qui prévalent dans la société, mais doivent prendre la tête de la lutte contre les mesures discriminatoires. Ils ne peuvent se dérober à ce devoir.

234. Il ne faut pas non plus négliger de tenir compte du cas où il y a opposition, ou au moins conflit, entre les exigences des diverses religions ou convictions. Les circonstances peuvent contraindre les pouvoirs publics à jouer le rôle d'arbitre et les placer dans une situation où ils doivent décider des revendications à valider et des revendications à freiner ou même à réprimer. Il est impossible de déterminer, dans l'abstrait, ce que les pouvoirs publics doivent faire en pareil cas. Le seul principe directeur est d'adopter une solution qui assure la plus grande liberté à l'ensemble de la société, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il faille donner la préférence aux vues du groupe dominant. Dans le choix de cette solution, il y a lieu de tenir compte de la nécessité de favoriser le progrès social.

3. Etendue de la liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer

235. La liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer est l'élément le plus important de la liberté de pensée, de conscience et de religion. Elle présente deux aspects : la liberté de garder sa religion ou sa conviction, et la liberté de changer de religion ou de conviction.

236. La liberté de garder sa religion ou sa conviction suppose que l'individu ou le groupe a le droit d'être protégé contre toute mesure coercitive visant à l'obliger à changer de religion ou de conviction. De telles conversions s'obtenaient souvent autrefois par la force. Même de nos jours, dans certains cas, des persécutions sont exercées à cette fin contre des individus ou des groupes entiers. De même la liberté de changer de religion ou de conviction n'était souvent pas reconnue dans le passé. Ici, plus fréquemment que dans le cas de la liberté de garder sa religion ou sa conviction, la loi et les pratiques contemporaines ne protègent pas suffisamment le droit de l'individu.

/...

237. La liberté qu'a toute personne de garder sa religion ou sa conviction est absolue et n'admet aucune limitation. Afin d'assurer cette liberté, les pouvoirs publics ont le devoir non seulement de s'abstenir eux-mêmes de contraintes directes destinées à obliger un individu ou un groupe à changer de religion ou de conviction, mais aussi de s'abstenir de prendre des mesures destinées à exercer une pression indirecte ou une influence injustifiée en vue d'un tel changement. En outre, ils ont le devoir positif de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher que soient exercées de telles pressions indirectes par des individus ou des groupes religieux ou autres, même lorsque ces pressions sont des manifestations d'un état d'esprit collectif.

238. En particulier, les enfants doivent être élevés dans la religion ou la conviction choisie par leurs parents. A ce sujet, en ce qui concerne l'éducation religieuse de l'enfant, il y a lieu de rappeler le paragraphe 3 de l'article 14 du projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, remanié par la Troisième Commission de l'Assemblée générale, dont voici le texte (A/3824, Annexe) :

"3. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légaux, de choisir pour leurs enfants des établissements autres que ceux des pouvoirs publics, mais conformes aux normes minima qui peuvent être prescrites ou approuvées par l'Etat en matière d'éducation, et de faire assurer l'éducation religieuse et morale de leurs enfants conformément à leurs propres convictions."

239. On peut également rappeler les "principes fondamentaux" formulés par la Sous-Commission elle-même, lors de son étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement (rapport de la neuvième session, E/CN.4/740, résolution C) parmi lesquels figure le principe suivant :

"5. Ne contraindre aucune personne ni aucun groupe distinct à recevoir une instruction religieuse ou antireligieuse qui ne serait pas conforme à ses convictions et respecter la liberté des parents et, le cas échéant, des tuteurs légitimes, de faire assurer l'éducation religieuse de leurs enfants conformément à leurs propres convictions."

La Commission des droits de l'homme est actuellement saisie de cette proposition.

240. Un problème spécial se pose lorsque des enfants se trouvent arrachés à leur milieu familial à la suite d'événements tels que des troubles graves de l'ordre public ou des migrations massives. Dans de tels cas, la question de leur éducation pose des problèmes très délicats. Il faut rechercher avant tout le bien-être de l'enfant, mais il ne faut pas oublier que ce bien-être comprend non seulement des éléments matériels mais aussi des éléments spirituels. Dans ces cas, il y a lieu de tenir compte des vœux présumés des parents, mais la considération dominante doit être celle de l'intérêt, déterminé d'une façon objective, de l'enfant lui-même.

241. La liberté qu'a toute personne de changer de religion ou de conviction doit être respectée, à condition que la conversion ne soit pas due à l'effet de mesures coercitives, de pressions indirectes ou d'influences injustifiées.

242. Dans certains cas, l'Etat reconnaît la loi religieuse du groupe comme la loi de l'Etat. Si la loi religieuse n'admet pas le droit de l'individu de quitter le groupe, il devient légalement impossible aux membres de ce groupe de changer de religion ou de conviction.

243. Dans d'autres cas, bien que l'Etat ne refuse pas expressément aux individus la liberté de changer de religion ou de conviction, il reconnaît la loi religieuse qui régit le statut personnel des individus. Dans de tels cas, le fait de changer de religion peut entraîner certaines incapacités ou la perte de certains droits familiaux, successoraux ou autres.

244. Dans certains cas, les conditions qui entraînaient une véritable interdiction, ou des incitations ou des pressions d'ordre légal ou juridique ont disparu, mais ont laissé des traces dans le comportement social de la communauté. La société continue à désapprouver les conversions et l'individu est amené à hésiter entre son désir d'adhérer à un autre groupe et l'ostracisme qu'il peut craindre de la part du groupe auquel il appartient.

245. Dans les pays où sont soumis à certaines formalités l'abandon d'une religion ou d'une conviction, ou l'adhésion à une autre religion ou conviction, ces formalités ne devraient pas être de nature à gêner l'exercice de la liberté de changer de religion ou de conviction.

246. Une question grave se pose lorsqu'il se produit un conflit entre la liberté de garder sa religion ou sa conviction et certaines méthodes de propagation d'une religion ou conviction. Parfois, ces méthodes équivalent à des pressions

/...

indirectes exercées par les membres d'un groupe pour obtenir la conversion d'un individu ou même des conversions collectives à la religion ou à la conviction de ce groupe. Ces méthodes vont de l'attribution de faveurs à l'ostracisme, et même à la violation de droits de l'homme dans des domaines autres que celui de la religion ou de la conviction.

4. Action réciproque de la liberté de manifester sa religion ou sa conviction et des limitations apportées à cette liberté

247. Contrairement à la liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer, la liberté de manifester sa religion ou sa conviction par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites, admet certaines limitations. La question se pose de savoir quelles limitations doivent être considérées comme légitimes et quelles limitations doivent être considérées comme illégitimes.

248. Bien entendu, on peut imaginer une situation dans laquelle une certaine manifestation est soumise à des limitations illégitimes ou excessives qui ne s'appliquent pas à un ou plusieurs groupes particuliers, mais s'appliquent à la population tout entière. On pourrait soutenir que dans ce cas les limitations ne sont pas discriminatoires puisqu'elles s'appliquent d'égale façon à tous les secteurs de la population. Cependant, cette thèse ne tient pas compte d'une considération importante. Dans le cas de la liberté de religion et des pratiques religieuses, un traitement égal ne se traduit pas nécessairement par une égalité véritable car les exigences de chaque religion ou conviction sont différentes. Une limitation qui ne touche pas un groupe particulier ou qui ne le touche que modérément parce que la manifestation en cause n'est pas essentielle du point de vue de ce groupe peut porter gravement atteinte à la liberté d'un autre groupe si la manifestation en cause est obligatoire pour les adeptes de cette religion ou conviction. Ainsi, certaines religions enjoignent à leurs membres de porter la bonne parole dans le monde entier : pour eux, la propagation de leur religion est un article capital de leur foi. Or, d'autres religions peuvent ne pas imposer un tel devoir à leurs membres. Par conséquent, une limitation générale ou une interdiction générale du droit de propager les croyances, applicable à tous les membres de la communauté, peut entraîner un traitement discriminatoire. De même, si, dans un pays, il est interdit à tous les citoyens de correspondre avec leurs

coreligionnaires à l'étranger, cette mesure peut n'avoir guère d'effet pour certains groupes mais présenter une gêne considérable pour d'autres, qui s'en irritent et la considèrent comme discriminatoire.

249. L'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme énonce, en termes généraux, notamment dans son paragraphe 2) dont le texte est reproduit ci-dessous, quelles sont les limitations admissibles.

"Dans l'exercice de ses droits et dans la jouissance de ses libertés chacun n'est soumis qu'aux limitations établies par la loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux justes exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique..."

Cependant, on remarquera que le paragraphe 2) de l'article 29 manque de précision; notamment, les mots "de la morale, de l'ordre public et du bien-être général dans une société démocratique" n'ont pas été définis. Des facteurs multiples doivent entrer en jeu : la situation générale qui règne dans le pays, les exigences particulières auxquelles les pouvoirs publics peuvent avoir à faire face du fait des circonstances du moment, les attitudes des divers groupes, du groupe dominant et des groupes minoritaires, envers les autres groupes et envers l'ensemble de la société, et le caractère de la manifestation considérée, y compris l'importance relative de ladite manifestation pour le groupe intéressé.

250. Certaines considérations dont il y a lieu de tenir compte pour déterminer l'étendue des limitations reconnues comme légitimes sont indiquées plus loin dans l'exposé des questions particulières. Cependant, on présentera dès maintenant certaines idées générales qui régissent l'action réciproque de la liberté de manifester sa religion ou sa conviction et des limitations apportées à cette liberté.

a) Avant toute autre chose : la liberté de pensée, de conscience et de religion doit être assurée aussi largement que possible. Toute limitation apportée à cette liberté doit être exceptionnelle, comme le fait ressortir l'emploi de l'expression "n'est... qu'..." et du mot "exclusivement" dans le paragraphe 2) de l'article 29.

b) Alors que certaines limitations admissibles peuvent être apportées aux droits et libertés proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, il convient de noter que l'article 30 interdit implicitement toute destruction de ces droits. Le texte de cet article se lit comme suit :

/...

"Aucune disposition de la présente Déclaration ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte visant à la destruction des droits et libertés qui y sont énoncés."

c) Les pouvoirs publics ont le devoir de s'efforcer, par leur politique et leurs actes, d'éliminer les pratiques discriminatoires, quoique cette élimination puisse dans certaines circonstances être graduelle. On attire ici l'attention sur la déclaration suivante de la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine^{1/}:

"En acceptant l'Union Sud-Africaine comme Membre originaire de l'Organisation, les autres Membres des Nations Unies étaient parfaitement au courant de la situation qui régnait dans ce pays. Ils ne pouvaient dès lors s'attendre à ce que cette situation se transforme radicalement du jour au lendemain par l'élimination totale de toutes les mesures discriminatoires résultant soit des dispositions légales, soit des pratiques administratives ou privées.

Par contre, les autres Membres de l'Organisation et l'Organisation en tant que telle étaient en droit de s'attendre à ce que l'Union Sud-Africaine remplisse de bonne foi, comme il est dit au paragraphe 2 de l'Article 2 de la Charte, les obligations qu'elle a assumées aux termes de cet instrument, c'est-à-dire l'obligation d'éliminer graduellement toutes les mesures discriminatoires... et, surtout, celle de ne prendre aucune mesure de nature à aggraver ou à accroître les discriminations."

La Cour suprême des Etats-Unis a récemment statué qu'il est admissible que les pouvoirs publics établissent un programme d'élimination graduelle de la ségrégation raciale dans les écoles publiques de certains Etats du Sud "après analyse des facteurs pertinents", mais elle a affirmé d'une manière significative que cela "exclut naturellement l'hostilité envers la déségrégation raciale". Il est certain que l'idée qui a inspiré la déclaration de la Commission pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine et la décision de la Cour suprême des Etats-Unis, idée suivant laquelle la politique des pouvoirs publics doit tendre uniquement à l'élimination de la discrimination, s'applique au domaine tout entier des droits de l'homme, quel que soit le motif de discrimination.

^{1/} Premier rapport de la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine à l'Assemblée générale (1953), A/2505, par. 862 et 863.

Si l'auteur a cité les déclarations de la Commission des Nations Unies pour l'étude de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine et de la Cour suprême des Etats-Unis d'Amérique, ce n'est naturellement pas dans l'intention de traiter de la situation raciale dans l'Union Sud-Africaine ou du problème particulier dont la Cour suprême était saisie, mais c'est afin de tirer de ces déclarations certains principes généraux en matière de politique à suivre par les pouvoirs publics.

d) Des conflits peuvent s'élever entre certaines manifestations de la religion ou de la conviction et le droit de garder sa religion ou sa conviction. Etant donné que le droit de garder sa religion ou sa conviction est absolu, le droit de manifestation doit nécessairement céder la place au droit de garder sa religion ou sa conviction dans les cas où il y aurait conflit. Par exemple, on peut légitimement imposer des limitations à la propagation lorsqu'elle entre en conflit avec le droit de garder sa religion ou sa conviction. De même, le droit qu'a toute personne de changer de religion ou de conviction emporte priorité lorsqu'il entre en conflit avec une pratique ou un rite. Par exemple, on ne doit pas empêcher une personne de quitter une religion ou conviction pour le seul motif que l'apostasie est contraire aux pratiques ou aux rites de la religion ou du groupe auquel cette personne appartient.

e) Il y a évidemment une différence entre les manifestations de la religion ou de la conviction en privé et les manifestations en public. Les pouvoirs publics peuvent être obligés d'imposer des limitations aux manifestations qui se tiennent en public plus souvent qu'aux manifestations qui se tiennent en privé. Il y a lieu d'établir une distinction semblable entre les manifestations "solitaires" et les manifestations "collectives". Les limitations les plus fréquentes visent des manifestations qui se tiennent à la fois "en public" et "collectivement".

/...

B. QUESTIONS PARTICULIERES

251. Avant de traiter des questions particulières qui sont en jeu, il convient de définir le domaine à étudier.

252. La liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer n'admet aucune limitation; elle ne soulève donc pas de questions ayant un caractère particulier. Toutes les questions qui peuvent être soulevées au sujet de cette liberté ont été étudiées sous la rubrique "Questions générales".

253. La liberté de manifester sa religion ou sa conviction peut être soumise à des limitations et elle soulève un certain nombre de questions particulières.

254. Toutefois, il y a certaines manifestations de la religion ou de la conviction qui sont si évidemment contraires à la moralité, à l'ordre public ou à l'intérêt général que les pouvoirs publics sont toujours en droit de les limiter ou même de les interdire absolument. Dans ces cas, les limitations ou les interdictions n'ont pas le caractère de mesures discriminatoires puisqu'elles se fondent sur les intérêts supérieurs de l'ensemble de la nation ou même de la communauté internationale. A cet égard, il convient de rappeler les principes énoncés aux paragraphes 1 et 3 de l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

"1) L'individu a des devoirs envers la communauté dans laquelle seule le libre et plein développement de sa personnalité est possible.

...

3) Ces droits et libertés ne pourront, en aucun cas, s'exercer contrairement aux buts et aux principes des Nations Unies."

255. Appartiennent à cette catégorie de manifestations des pratiques telles que le sacrifice des êtres humains, l'immolation volontaire, la mutilation volontaire ou la mutilation d'autrui, la réduction en esclavage et à la prostitution, si ces pratiques sont en vigueur au service d'une religion ou sous prétexte qu'elles sont au bénéfice d'une religion ou d'une conviction.

256. Un Etat ne peut davantage tolérer des activités qui visent à sa destruction, comme la rébellion ou la subversion, même si l'on invoque une religion ou une

/...

conviction pour justifier ces activités. Les pouvoirs publics ont le droit de restreindre ces activités ou de leur imposer des limitations, à condition qu'ils agissent de bonne foi pour préserver la sécurité de l'Etat et qu'ils n'emploient pas ces restrictions ou limitations comme simple prétexte pour justifier une politique de répression à l'égard d'une religion ou d'une conviction.

257. Les mesures prises par les pouvoirs publics contre ceux qui refusent le paiement de l'impôt pour le motif que ce paiement est contraire à leur religion ou à leur conviction ne peuvent pas être considérées comme discriminatoires. Cela ne signifie évidemment pas que certains impôts ne puissent en eux-mêmes être discriminatoires; tel serait le cas d'un impôt spécial destiné au soutien financier d'une religion ou d'une conviction particulières et auquel seraient assujetties des personnes qui n'appartiennent pas à cette religion ou ne partagent pas cette conviction.

258. On reconnaîtra que dans la communauté internationale, en vertu de la Charte des Nations Unies, toute rupture de la paix ou atteinte à la sécurité internationale est interdite. En conséquence, aucun Etat ou groupe religieux ne peut justifier un tel acte par le motif qu'il constitue une manifestation d'un devoir religieux.

259. A l'opposé, il y a les cas dans lesquels des limitations ne visent pas une manifestation particulière mais sont dirigées systématiquement contre une ou plusieurs religions ou convictions en tant que telles, ou contre ceux qui les professent. Il est certain que des mesures de cet ordre soulèvent des problèmes très graves, surtout si ces limitations équivalent à une véritable persécution. Si l'on n'a pas formulé les questions qui se posent à cet égard, ce n'est pas parce qu'on n'en aurait pas reconnu l'importance, mais c'est parce qu'elles impliquent généralement le refus de la liberté de garder sa religion ou sa conviction. On estime aussi qu'il est nécessaire d'étudier ces cas de plus près et qu'à cet effet il faut attendre d'avoir rassemblé des renseignements complets et, surtout, que les gouvernements intéressés aient vérifié ces renseignements.

260. Entre ces deux catégories de limitations, d'une part celles qui ne sont pas discriminatoires, d'autre part celles qui sont d'une telle gravité qu'elles constituent toujours une discrimination et souvent plus qu'une discrimination,

/...

il y a la large catégorie des limitations qui s'appliquent à des manifestations particulières de la religion ou de la conviction et qui peuvent être ou ne pas être discriminatoires suivant les circonstances. Ce sont ces limitations qui sont étudiées ci-après.

261. Certaines manifestations de la religion ou de la conviction ou des problèmes qui s'y rattachent étroitement soulèvent des questions spéciales qu'il est difficile de dégager de la question générale des rapports de l'Etat et de la religion. Tel est le cas, par exemple, de la liberté d'association à des fins religieuses, du droit de choisir des chefs religieux, de posséder et d'administrer des biens à des fins religieuses et de correspondre avec des coreligionnaires. Ces questions, ainsi que les questions du soutien financier de la religion ou de la conviction au moyen d'impôts spéciaux ou de subventions accordées à cette fin par les pouvoirs publics, y compris les subventions indirectes que constituent par exemple des exonérations fiscales, ont déjà été examinées dans le cadre du problème des rapports de l'Etat et de la religion ou de la conviction.

1. Limitations imposées à des pratiques spéciales prescrites par la religion ou la conviction

a) Exercice du culte

262. Le droit d'une personne d'exercer elle-même un culte ne soulève guère de problèmes et est protégé par la loi dans de nombreux Etats. Lorsque le culte est exercé collectivement, et particulièrement lorsque l'exercice du culte se fait en public, il devient parfois nécessaire de limiter ou de réglementer cet exercice.

263. Dans certains cas, le droit d'un groupe de manifester sa religion ou sa conviction par l'exercice du culte est réglementé et parfois il est même dénié, par le refus arbitraire de l'autorisation d'ouvrir des édifices du culte ou de se réunir pour l'exercice du culte. Si l'autorisation n'est pas refusée absolument, il arrive qu'elle ne soit accordée qu'à des conditions expresses qui sont lourdes et qui peuvent même être imposées dans l'intention de détruire le droit à l'exercice collectif du culte. Certaines de ces conditions revêtent la forme de dispositions qui ont pour effet de ne pas rendre facilement accessible au public la célébration d'un service du culte, qui interdisent l'exposition des emblèmes de la religion ou de la conviction à l'extérieur de l'édifice du culte, ou qui

/...

interdisent la musique religieuse. De même, des règlements peuvent rendre difficile ou même impossible l'obtention de certains objets indispensables à l'exercice du culte.

264. Les pouvoirs publics peuvent être obligés de réglementer la liberté du culte pour des considérations tenant à l'ordre public, à la morale ou au bien-être général, mais il faut affirmer que leur premier devoir est de garantir l'exercice de cette liberté à toutes les religions et à toutes les convictions.

265. Les pouvoirs publics ont en outre le devoir d'assurer une égale protection à toutes les religions et convictions contre les attaques de groupes rivaux ou d'individus.

b) Forme de célébration du mariage et principes et procédure de dissolution du mariage par le divorce

266. Formes de célébration du mariage. Presque tous les pays prescrivent ou reconnaissent une ou plusieurs formes de célébration du mariage. Certains pays ne reconnaissent que le mariage civil. D'autres pays reconnaissent au même titre le mariage civil et le mariage religieux, et les parties sont libres de choisir l'un ou l'autre. Dans certains pays, seul le mariage célébré selon les rites religieux est autorisé, soit pour toute la population, soit pour certains groupes. Dans chacun de ces cas, les problèmes qui se posent sont différents; ils vont donc être examinés séparément.

267. Dans les pays qui ne reconnaissent que le mariage civil, il semble qu'il y ait égalité de traitement pour tous. Mais si cette règle s'accompagnait de l'interdiction de la célébration du mariage religieux, les personnes appartenant à des groupes religieux la considéreraient comme discriminatoire. En fait, l'existence d'une interdiction générale n'a été constatée dans aucun des pays de cette catégorie. Dans la plupart de ces pays, les parties sont libres de faire célébrer le mariage religieux, bien qu'aucun effet juridique ne découle de cette cérémonie. La loi prescrit souvent que le mariage civil doit précéder la cérémonie religieuse et la loi punit parfois le prêtre qui célèbre le mariage contrairement à cette disposition.

268. Dans les pays où tous les citoyens ont le libre choix entre le mariage civil et le mariage religieux, il n'y a pas discrimination si l'Etat reconnaît

/...

tous les mariages religieux célébrés selon les rites de n'importe quelle religion ou conviction. Toutefois, si l'Etat ne reconnaît que les seuls mariages célébrés selon les rites de certaines religions "reconnues", les personnes qui n'appartiennent pas à l'une de ces religions "reconnues" sont dans l'impossibilité de faire célébrer selon les rites de leur propre religion ou conviction un mariage juridiquement valable. Toutefois, puisque les personnes qui n'appartiennent pas à une religion "reconnue" peuvent contracter un mariage civil et qu'en outre il ne leur est pas interdit de faire célébrer le mariage religieux selon les rites de leur choix, cette inégalité de traitement n'a pas de conséquences graves.

269. Dans les pays qui autorisent le mariage religieux célébré selon les rites de certains groupes "reconnus" et où il n'y a pas de mariage civil, les personnes qui n'appartiennent à aucun des groupes religieux "reconnus" sont obligées de se soumettre à la célébration du mariage selon des rites établis par l'un des groupes "reconnus", même si ces rites ne sont pas conformes à leur propre conviction.

270. Dans d'autres pays de cette catégorie, il n'existe qu'une forme de mariage religieux pour les fidèles d'une certaine religion, tandis que les personnes qui n'appartiennent pas aux groupes religieux reconnus ou qui n'appartiennent à aucune religion peuvent avoir recours au mariage civil. Dans ces pays, il arrive dans certains cas que la religion d'Etat continue à considérer comme soumises à sa juridiction des personnes qui se considèrent elles-mêmes comme "dissidentes".

Ces personnes ne sont donc pas autorisées à contracter un mariage civil.

271. En outre, dans ces pays, certaines autorités religieuses refusent parfois de célébrer un mariage entre un de leurs fidèles et un fidèle d'une autre religion, ou n'acceptent de célébrer le mariage qu'à certaines conditions, par exemple, qu'il y ait engagement d'élever les enfants dans la religion de ces autorités.

272. En résumé, dans les pays où il n'existe pas de mariage civil, les personnes qui n'appartiennent pas à une religion ou croyance "reconnue" sont obligées de contracter mariage selon des rites religieux qui ne sont pas conformes à leurs convictions. Dans les pays où seul le mariage religieux est autorisé pour les membres de certains groupes, les personnes qui ont quitté la religion d'Etat sont parfois contraintes de se marier selon les rites établis par l'église à laquelle ils appartenaient autrefois.

273. Principes et procédure de dissolution du mariage par le divorce. Les principes et la procédure en vigueur pour la dissolution du mariage par le divorce varient d'un pays à l'autre et sont soumis à l'influence de considérations

religieuses et sociales. Dans certains pays, le divorce est interdit. Les pays qui autorisent le divorce se répartissent en deux grandes catégories : a) les pays dans lesquels seuls les tribunaux civils prononcent le divorce et appliquent la même loi à tous sans distinction de religion ou de conviction; b) les pays dans lesquels les autorités civiles ou religieuses appliquent la loi religieuse de chaque religion aux fidèles de cette religion.

274. Dans les pays où le divorce est interdit, cette interdiction se fonde évidemment sur l'idée que l'ensemble de la société se fait de la famille et des moyens de la protéger. Cette idée correspond souvent à ce que prescrit une religion ou conviction dominante. Dans ces pays, les personnes dont la religion ou la conviction admet la dissolution du mariage par le divorce sont dans l'impossibilité d'obtenir le divorce. Il faut noter cependant qu'en appliquant un tel principe, l'Etat n'interdit pas une prescription obligatoire imposée par une religion ou conviction, mais interdit seulement une pratique autorisée par une religion ou conviction.

275. Dans les pays où seuls les tribunaux civils prononcent le divorce et appliquent la même loi à tous sans distinction de religion ou de conviction, la procédure du divorce ou les motifs de divorce ne sont pas nécessairement conformes à ce que prescrit une religion ou conviction particulière. Dans ces pays, les membres d'un groupe dont la religion ou la conviction a des préceptes non conformes à la loi du pays ou contraires à cette loi peuvent juger qu'il leur est fait tort. Toutefois, dans de tels cas, la loi du pays correspond à l'idée que l'ensemble de la société se fait de la famille et des moyens de la protéger, et il ne convient donc pas de considérer comme discriminatoire l'effet de cette loi, car l'Etat a le droit de réglementer le mariage et sa dissolution conformément aux opinions qui ont cours dans la société. Pour cette même raison, si ce que la loi ordonne est identique à ce que prescrit la religion ou conviction dominante, elle n'a pas davantage un caractère discriminatoire.

276. Dans les pays où les autorités civiles ou religieuses appliquent la loi religieuse de chaque religion aux fidèles de cette religion, les effets peuvent difficilement avoir un caractère discriminatoire à l'égard des personnes qui professent la religion ou la conviction d'un groupe, étant donné qu'elles sont

/...

soumises à ce que prescrit leur propre religion ou conviction. Toutefois, des problèmes peuvent se poser dans deux cas. Premièrement, les personnes qui n'appartiennent pas à l'un des groupes "reconnus" ne peuvent obtenir la dissolution de leur mariage car aucune autorité n'a compétence pour prononcer le divorce. Deuxièmement, lorsque les autorités religieuses ont le pouvoir de décider si telle personne appartient ou non à un groupe religieux, les personnes qui ne se considèrent pas comme appartenant à un certain groupe peuvent néanmoins être contraintes de se soumettre à la loi religieuse de ce groupe.

c) Dispositions relatives aux pratiques funéraires

277. La réglementation, par les autorités publiques, de l'inhumation, de l'incinération et des autres pratiques funéraires est légitime et inévitable pour des raisons de morale, d'ordre public, d'intérêt général, et, naturellement, de santé publique. Dans certains cas, toutefois, certains règlements peuvent être arbitraires au point d'entraîner une atteinte aux droits et un traitement discriminatoire à l'égard de certains groupes.

278. Si l'on examine comment ils sont administrés, on constate que les cimetières ou lieux de sépulture peuvent se répartir en quatre catégories : a) ceux qui sont administrés par les autorités civiles; b) ceux qui sont administrés par l'Eglise nationale ou Eglise d'Etat, ou Eglise établie; c) ceux qui sont administrés par des groupes religieux reconnus; d) ceux dont l'administration est sous régime privé.

279. Dans les pays où les autorités civiles se sont chargées de cette administration, il n'existe généralement pas d'Eglise nationale, d'Eglise d'Etat ou d'Eglise reconnue. Ordinairement, tous les groupes peuvent utiliser dans des conditions égales les lieux de sépulture ou les cimetières. Toutefois, ce fait même peut amener les adeptes de certaines religions ou de certaines convictions à se plaindre de discrimination en alléguant qu'il est contraire à leur religion ou à leur conviction.

280. Toutefois, dans bien des cas, cette objection est écartée par le fait que des lieux de sépulture ou des cimetières distincts sont affectés aux divers groupes, tandis qu'un terrain est réservé pour ceux qui désirent inhumer leurs morts dans le cimetière commun. Dans d'autres cas, les familles des défunts sont autorisées

/...

à exposer les symboles de leur foi et à célébrer leurs propres cérémonies religieuses dans les cimetières ou lieux de sépulture communs.

281. Dans les pays où les cimetières sont administrés par l'Eglise nationale, ou Eglise d'Etat, ou Eglise établie, et où les autorités ecclésiastiques sont autorisées à refuser l'inhumation de certaines personnes dans ces cimetières, soit en raison de leur religion ou conviction, soit en raison des circonstances de leur décès, il peut y avoir une discrimination grave si d'autres arrangements ne sont pas prévus.

282. En outre, si les autorités de l'Eglise sont autorisées à interdire l'exposition de symboles de religions ou convictions autres que ceux de la religion établie et à imposer des restrictions à la célébration de cérémonies qui ne sont pas conformes aux rites de l'Eglise ou de la religion établie, il peut en résulter une discrimination. Toutefois, les exemples de tels cas sont rares. En outre, dans un grand nombre de pays de cette catégorie, les morts qui appartenaient à l'Eglise établie doivent être inhumés dans le cimetière commun, mais on autorise pour les dissidents des cimetières ou lieux de sépulture spéciaux dans lesquels les cérémonies peuvent être célébrées suivant les rites de leur religion ou conviction.

283. Dans les pays où les lieux de sépulture ou les cimetières sont administrés par des groupes religieux, un problème se pose si ces groupes n'admettent pas l'inhumation des morts autres que ceux qui appartenaient à ces groupes. Ce problème est parfois atténué par des règlements qui prévoient que dans les localités où il n'y a pas de cimetières ou de lieux de sépulture pour les membres d'un certain groupe, les autorités ecclésiastiques des autres groupes sont tenues d'autoriser l'inhumation des morts qui ne faisaient pas partie de ces groupes.

284. Dans les pays où l'administration des lieux de sépulture ou des cimetières est sous régime privé, tout groupe religieux peut ordinairement posséder son cimetière, soit lui-même, soit par l'intermédiaire d'une institution de gestion ou d'une société. Les cimetières non religieux peuvent également être créés dans des conditions semblables. On n'a pas constaté que cette situation ait donné lieu à aucun problème.

285. La question des pratiques funéraires est étroitement liée à celle du droit d'organiser les cortèges funèbres. Certains pays imposent de sévères limitations

/...

à l'exercice de ce droit, non seulement quant au nombre de personnes qui peuvent former le convoi, mais également quant aux heures auxquelles ces convois peuvent paraître sur la voie publique, à leur itinéraire et à la vitesse à laquelle ils doivent marcher. Si ces règlements ne s'appliquent qu'aux adhérents d'une religion ou conviction particulière et entrent dans le cadre de la politique normale de l'Etat, il y a manifestement discrimination.

286. Une troisième question se pose : celle de la protection contre les troubles apportés par des étrangers aux cortèges funèbres et contre la profanation des cimetières et lieux de sépulture. Si l'Etat ne fournit pas en droit et en fait une protection égale à tous les groupes, il en résulte une discrimination.

d) Observation des jours de repos prescrits par la religion et des fêtes religieuses

287. Dans une société où coexistent plusieurs religions, l'observation des jours de repos prescrits par la religion et des fêtes religieuses pose un problème complexe. Les fêtes religieuses jouent incontestablement un rôle important dans la vie d'un groupe religieux. Toutefois, il convient de noter que toutes les religions n'attachent pas la même importance aux différentes fêtes religieuses; certaines d'entre elles font de la stricte observation des fêtes une obligation absolue, tandis que d'autres se bornent à interdire certaines formes d'activités.

288. Un des domaines où les pouvoirs publics donnent le plus couramment effet aux pratiques d'une religion ou conviction dominante est la désignation des fêtes de cette religion comme jours fériés légaux. Il en est ainsi non seulement dans les pays qui ont une Eglise nationale ou une religion d'Etat, mais aussi dans des pays qui reconnaissent un certain nombre de religions ou de convictions ou qui ont adopté le principe de la séparation de l'Etat et de la religion ou des convictions. L'intérêt général exige un certain degré d'uniformité, et il n'y aurait pas là, semble-t-il, de mesure discriminatoire si l'on tient compte des demandes des minorités, sous réserve des besoins de l'ensemble de la société. Dans un grand nombre de pays, la considération primordiale est la nécessité de favoriser la productivité dans le domaine économique, ce qui peut amener certains Etats, non seulement à ne pas reconnaître les jours de fêtes religieuses, mais à réduire le nombre de jours fériés accordés aux divers groupes religieux, même au groupe dominant.

/...

e) Pratiques diététiques

289. Bien que les pratiques diététiques prescrites par la religion intéressent surtout la vie privée, elles peuvent parfois soulever des difficultés.

290. L'exercice de ces pratiques peut être rendu impossible lorsque les intéressés font partie d'un groupe mixte, comme c'est le cas dans une école, un hôpital, une prison ou l'armée. Toutefois, lorsque les intéressés sont suffisamment nombreux, on est parfois en mesure de satisfaire les exigences de leur religion, mais il arrive aussi que ce ne soit pas possible.

291. L'abattage des animaux selon le rite juif (chehita) pose un problème spécial dans certains pays où la réglementation de l'abattage est telle que ce rite ne peut être pratiqué. Même si la loi n'interdit pas expressément l'abattage rituel et est rédigée en termes généraux, elle peut avoir en réalité pour objet et pour effet d'empêcher la pratique de ce rite. Il est arrivé que les pouvoirs publics prennent des mesures pour supprimer les difficultés ainsi soulevées, ou tout au moins pour les atténuer, en autorisant l'importation de viande préparée selon le rite.

f) Port de l'habit religieux, exposition d'emblèmes religieux et usage de cloches et d'instruments de musique

292. Certains problèmes se posent lorsque les pouvoirs publics interdisent ou limitent le port de l'habit religieux, l'exposition d'emblèmes religieux ou l'usage de cloches d'église ou d'instruments de musique ayant un caractère religieux. Ces mesures peuvent parfois être contraires à des règles religieuses obligatoires ou à la coutume établie.

293. Même dans le premier cas, les pouvoirs publics peuvent être amenés à interdire le port de l'habit religieux en dehors des lieux du culte pour protéger le clergé contre la foule qui pourrait lui être très hostile dans une période de forte tension sociale ou pour empêcher certaines personnes d'exploiter le port de l'habit religieux.

294. L'interdiction ou la réglementation de l'exposition d'emblèmes religieux ou de l'usage de cloches d'église ou d'instruments de musique peuvent être nécessaires dans l'intérêt de l'ordre public et de la tranquillité. A lui seul, l'acte d'interdiction ne permet pas de conclure qu'il y ait une pratique

/...

discriminatoire; pour l'apprécier, il faut tenir compte des circonstances qui l'entourent et des méthodes par lesquelles le gouvernement cherche à mettre fin à la tension sociale, notamment lorsque l'interdiction ou les limitations concernent l'exposition d'emblèmes religieux en dehors d'une église, d'un temple, d'une mosquée, ou de tout autre édifice normalement utilisé pour les cérémonies religieuses.

295. Il peut toutefois y avoir discrimination, notamment si les pouvoirs publics traitent systématiquement de façon différente les divers groupes et que les limitations ne sont pas justifiées par les circonstances atténuantes citées plus haut.

g) Pèlerinages et processions

296. Certaines religions font un devoir à tous leurs fidèles de se rendre en pèlerinage à un ou plusieurs sanctuaires associés à certains événements de leur histoire. D'autres religions sont favorables à ces pèlerinages sans les exiger des fidèles.

297. Spécialement dans le premier cas, toute limitation restreignant la possibilité, pour les pèlerins, de se rendre aux lieux sacrés pour accomplir un acte de dévotion religieuse serait considérée comme une atteinte à un important droit religieux.

298. Des circonstances particulières, état de guerre, désordres intérieurs, épidémie, ou même pénurie de devises, peuvent requérir l'imposition temporaire de restrictions frappant les pèlerinages à des sanctuaires situés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Mais une politique systématique d'interdiction de ces pèlerinages, qu'il s'agisse de la possibilité pour les pèlerins de quitter leur propre pays ou d'entrer dans le pays où le lieu de pèlerinage est situé, serait une violation grave du droit de manifester sa religion ou sa conviction pour ceux qui considèrent le pèlerinage comme un devoir.

299. Une autre manifestation assez semblable est l'organisation de processions religieuses.

300. Certains pays interdisent totalement ces processions. D'autres font une distinction entre les processions religieuses "traditionnelles" et les "autres". Aucune autorisation n'est nécessaire pour les premières, mais il faut un permis

/...

spécial pour les secondes. Ce permis peut être refusé ou être octroyé sous réserve de l'observation de certaines conditions prescrites. Cette distinction peut, en apparence, entraîner une différence dans le traitement qui est accordé aux différents groupes religieux, car les processions "traditionnelles" sont généralement organisées par des groupes établis de longue date tandis que les autres le sont habituellement par des groupes nouveaux.

301. Cependant, on ne peut se prononcer à ce sujet sans examiner les circonstances propres à chaque cas. Le fait que les processions se déroulent sur la voie publique autorise les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la tranquillité, en tenant compte également de l'intérêt des autres usagers. Des processions non traditionnelles risquent davantage de provoquer des heurts et des incidents que les processions "traditionnelles", notamment lorsqu'elles ont pour objet de propager une nouvelle religion ou une nouvelle conviction.

302. Dans ces circonstances, comme dans de nombreux cas où le droit de manifester sa religion ou sa conviction est en jeu, les pouvoirs publics ont d'un côté le devoir de maintenir l'ordre et la tranquillité, et ils ont d'un autre côté le même devoir de protéger ceux qui participent aux processions contre les interventions de personnes isolées ou de groupes rivaux. S'ils ne le font pas, l'une des formes de la manifestation, et donc de la propagation de la religion ou de la conviction peut se trouver limitée. Il y aurait alors discrimination.

h) Formation de chefs religieux

303. Le droit de former des chefs religieux, pasteurs, prêtres, rabbins et mollahs, fait partie de la liberté de manifester sa religion ou sa conviction. En outre, le manque de chefs religieux convenablement formés peut rendre impossible ou tout au moins difficile l'accomplissement d'un grand nombre de rites et de pratiques.

304. Lorsqu'un Etat empêche un groupe religieux de former ses chefs, il exerce manifestement une discrimination contre lui. Il peut arriver aussi que le groupe soit trop peu important pour assurer la formation de ses chefs dans le pays où il se trouve et qu'il juge indispensable un noviciat à l'étranger pour la formation de cadres satisfaisants. Si l'Etat refuse l'autorisation de voyager à l'étranger, le groupe intéressé en souffrira. On ne peut cependant déterminer s'il y a

/...

discrimination ou non sans examiner à fond les raisons de ce refus. On pourra conclure de cet examen des circonstances si cette décision s'inspire du désir d'empêcher la formation de chefs religieux ou si elle est fondée sur d'autres considérations, par exemple, des raisons de sécurité extérieure ou intérieure, ou une pénurie de devises. Ce n'est qu'en tenant compte de tous ces facteurs et en appréciant soigneusement leur bien-fondé que l'on pourra parvenir à une conclusion.

305. Il n'en reste pas moins que le manque de chefs suffisamment qualifiés peut affecter sérieusement le moral d'un groupe religieux et porter indirectement atteinte au droit qu'ont les membres de ce groupe de manifester leur religion ou leur conviction.

1) Propagation de la religion ou de la conviction

306. La propagation de la religion ou de la conviction est un aspect du droit de manifester sa religion ou sa conviction. Certaines religions et convictions font un devoir à leurs adeptes de diffuser partout la bonne parole et de chercher à gagner de nouveaux disciples; d'autres n'imposent pas cette obligation. Toutefois, les problèmes que pose la propagation de la religion ou de la conviction, bien qu'ils soient analogues dans l'ensemble à ceux que posent d'autres manifestations de la religion ou de la conviction, ont une importance et une acuité que l'on ne trouve pas dans le cas des ces autres manifestations. La propagande religieuse ou philosophique a pour objet la conversion de personnes appartenant à d'autres religions ou convictions et elle peut donc en certains cas entrer en conflit avec le droit absolu de garder sa religion ou sa conviction. En outre, et pour la même raison, cette propagande est appelée à rencontrer une résistance non seulement des individus mais aussi des groupes. Dans certains cas, la propagation d'un message peut même donner lieu à des heurts avec des religions ou convictions différentes; dans de tels cas, l'Etat, intéressé au maintien de l'ordre public et de la tranquillité, doit intervenir. Parfois, cette intervention dépasse ce que justifierait le devoir d'assurer l'ordre public et la tranquillité. Une limitation sérieuse est alors apportée au droit de propager la religion ou la conviction.

307. En outre, la nécessité de satisfaire aux exigences de la morale et du bien-être général peut exiger une limitation du droit de propager la religion ou la conviction. Deux questions se posent en matière de propagande religieuse ou

/...

philosophique : le contenu du message à propager et la façon dont ce message est communiqué. En certains cas, cette façon peut à elle seule offenser d'autres groupes religieux et conduire à l'affaiblissement des liens sociaux. En général, c'est pour assurer une protection contre la façon offensante dont ce message est présenté que l'on a promulgué dans certains pays des lois contre le blasphème.

308. Tout en reconnaissant le droit inhérent qu'a l'Etat de protéger la morale dans la société et les droits des différentes religions et des différents groupes, il faut tenir compte du fait que la religion dominante établit parfois des prescriptions, reprises par l'Etat, qui semblent destinées à restreindre abusivement l'influence de religions ou convictions nouvelles ou conquérantes.

309. En outre, des facteurs culturels déterminent au moins dans une certaine mesure l'attitude de l'Etat et de la société envers la propagande religieuse. Lorsqu'une nouvelle religion, introduite de l'extérieur, propage sa foi par l'intermédiaire de missionnaires étrangers, elle peut représenter une culture nouvelle qui ne se mettra peut-être pas en harmonie avec l'ordre existant si une liberté complète lui est laissée.

310. C'est sans doute ce point de vue qui a prévalu lorsque même à l'époque coloniale, alors que la religion des missionnaires était en général la même que celle des autorités, les Puissances administrantes restreignaient souvent les activités des missionnaires, soit dans l'ensemble du territoire d'une colonie, soit dans certaines régions de ce territoire. En pareil cas, l'Etat devait se préoccuper d'une attitude hostile - qui était dirigée moins contre une religion nouvelle que contre une culture nouvelle - en tenant compte de certains facteurs tels que la stabilité sociale et la sécurité du pays. Il va de soi cependant qu'il ne faut pas accorder une importance exagérée à cette considération de stabilité sociale et limiter indûment la propagation des religions ou des convictions.

311. On prétend parfois que des activités éducatives et sociales comme le maintien d'écoles, d'orphelinats et d'hôpitaux constituent une forme de propagation.

Lorsque ces institutions, dirigées par des missionnaires, favorisent le progrès social et que l'on reconnaît que le droit de décider si leurs enfants recevront une instruction religieuse appartient avant tout aux parents, il est difficile de considérer que ceux qui exercent ces activités exercent une influence injustifiée. L'argument selon lequel les avantages qui découlent de ces activités

/...

éducatrices et humanitaires constituent pour les bénéficiaires un fort encouragement à changer de religion ou de conviction n'est pas très convaincant.

312. Il ne faut pas oublier cependant que, dans certains cas, l'octroi d'avantages tels qu'ils permettent d'exercer une influence indue, en particulier lorsqu'ils sont offerts aux membres des classes défavorisées de la société, peut susciter des conversions qui ne procèdent pas d'une conviction sincère. Dans de tels cas, l'Etat a le droit d'intervenir pour protéger les personnes contre des conversions obtenues par des moyens indésirables.

313. Lorsque les missionnaires sont étrangers au pays, l'attitude de l'Etat à leur égard est déterminée non seulement par leur comportement mais aussi par les relations qu'entretiennent le pays où ils résident et celui dont ils sont originaires. Parfois, des mesures exceptionnelles restreignant ou interdisant l'activité des missionnaires dans l'ensemble d'un pays ou dans certaines régions comme les zones frontalières peuvent être nécessaires en temps de grave tension internationale.

314. En résumé : dans ce domaine où il est difficile, en raison de la complexité des facteurs en jeu de distinguer entre les limitations justifiées et celles qui le sont moins, il est plus que jamais nécessaire de faire ressortir l'importance des objectifs dont la politique des pouvoirs publics doit s'inspirer. En premier lieu, bien que le droit de propager une religion ou une conviction doive être respecté, il n'en faut pas moins assurer le droit absolu qu'a toute personne de garder sa religion ou sa conviction. En second lieu, les limitations apportées au droit de propagation doivent avoir pour but le maintien de l'ordre public et de la tranquillité à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat; sinon, il n'est pas de liberté de religion. En troisième lieu, bien que certaines limitations imposées à des formes particulières de propagation soient admissibles dans l'intérêt de la morale telle que la conçoit l'ensemble de la société, ces limitations doivent être aussi réduites qu'il est possible. En d'autres termes, les limitations qui sont imposées en raison de circonstances particulières doivent, dès que possible et ne fût-ce que graduellement, être levées afin d'assurer progressivement une liberté aussi grande que possible de la propagation de la religion ou de la conviction.

/...

315. On ne peut déterminer dans un cas particulier si les limitations imposées sont raisonnables ou si leur portée est réduite graduellement sans prendre soigneusement en considération toutes les données ainsi que les tendances générales dans le pays intéressé.

2. Imposition de devoirs contraires à la religion ou à la conviction

a) Objection de conscience au service militaire, fondée sur la religion ou la conviction

316. La solution de ce problème varie considérablement selon les pays et même à l'intérieur du même pays selon les circonstances et l'état de l'opinion publique. L'article 8 du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, récemment adopté par la Troisième Commission de l'Assemblée générale, stipule que n'est pas considéré comme travail forcé ou obligatoire, dans les pays où l'objection de conscience est admise, "tout service national exigé des objecteurs de conscience en vertu de la loi". Cela semble impliquer que l'Etat est libre d'admettre ou de ne pas admettre l'objection de conscience.

317. Dans certains pays, nul ne peut être exempté du service militaire pour des motifs de religion ou de conviction; dans d'autres pays, l'exemption peut être accordée à condition que l'intéressé présente de bonne foi des objections que lui dicte sa conscience; dans d'autres pays encore, l'exemption n'est accordée qu'aux personnes qui appartiennent à certaines croyances déterminées.

318. Dans les pays qui admettent l'objection de conscience, l'exemption est plus ou moins complète. Certains pays exemptent les objecteurs de conscience du service armé seulement, d'autres les exemptent de tout service militaire.

319. Les objecteurs de conscience estiment qu'on ne respecte pas leur religion ou leur conviction lorsqu'on leur refuse l'exemption du service militaire mais, l'ensemble de la population peut juger au contraire que cette exemption constitue un privilège qui entraîne une mesure discriminatoire à l'égard des autres citoyens.

320. Quels que soient les arguments invoqués, soit en faveur de l'exemption des objecteurs de conscience, soit contre cette exemption, il est évident que dans tout pays qui admet le principe de l'objection de conscience fondée sur la religion ou la conviction, l'exemption doit être accordée de façon uniforme, de manière qu'il n'en résulte pas de discrimination fondée sur la religion ou la conviction.

/...

b) Objection à la prestation de serment, fondée sur la religion ou la conviction

321. L'imposition du serment soulève deux questions distinctes. Dans la plupart des pays, la loi ordonne qu'une personne prête serment avant de porter témoignage devant un tribunal ou de donner des renseignements à certaines autorités; en général, la loi prévoit que le serment peut être remplacé par une déclaration ou une affirmation. Dans certains pays, l'option est laissée à la discrétion de l'intéressé, ou bien, le remplacement du serment par une déclaration ou une affirmation est autorisé dans le cas où l'intéressé invoque l'objection de conscience. Dans d'autres pays, l'autorisation de remplacement du serment par une affirmation n'est accordée qu'aux membres de certains groupes. Dans d'autres pays encore, cette autorisation est accordée aux fidèles de toutes confessions qui invoquent une objection à la prestation de serment pour le motif que leur religion le leur interdit, mais elle n'est pas accordée aux athées, aux agnostiques ni aux "rationalistes".

322. Lorsqu'une personne est appelée à prêter serment et que sa religion ou sa conviction ne le lui permet pas, cette personne doit être autorisée à faire une déclaration qui la lie ou une déclaration solennelle en remplacement de la prestation de serment.

323. Une autre question se pose dans les pays où les personnes appelées à exercer certains droits ou à occuper certaines charges publiques sont tenues de prêter serment au préalable. Une situation grave se présente lorsque l'Etat impose aux ecclésiastiques la prestation d'un serment spécial avant de prendre leurs fonctions, alors que leur religion le leur interdit. Dans un tel cas, non seulement l'ecclésiastique lui-même se voit interdire l'accès à une charge publique, mais tout le groupe auquel il appartient peut en pâtir.

c) Objection à l'obligation de participer à des cérémonies religieuses ou civiques

324. Certaines cérémonies organisées par les pouvoirs publics ou certaines pratiques suivies sous leur égide et auxquelles des personnes sont tenues d'assister ou de participer, par exemple dans les écoles, dans les hôpitaux ou à l'armée, peuvent, même si elles présentent un caractère purement civique, soulever de la part de certains des objections fondées sur leur religion ou leur

/...

conviction. Parmi ces cérémonies ou pratiques, on peut citer l'hommage rendu à un emblème de l'Etat, comme le serment de fidélité au drapeau ou le chant de l'hymne national. La participation à ces cérémonies ou pratiques peut soulever des protestations de la part de ceux qui y font objection pour le motif qu'elle est contraire à leur religion ou à leur conviction.

325. Ce problème est résolu de façons diverses; on adopte même parfois dans un pays plusieurs méthodes différentes. Des circonstances particulières, comme l'état de guerre, la nécessité de renforcer les liens communs de citoyenneté dans un nouvel Etat, l'état de l'opinion publique, peuvent déterminer la nature de la solution adoptée. Il est cependant évident que l'Etat ne peut renoncer complètement à ces cérémonies ou pratiques; il n'est donc pas possible de décider dans l'abstrait si telle ou telle solution est justifiée.

326. On peut affirmer que, d'une façon générale, si une exemption est accordée aux membres de groupes déterminés pour certaines cérémonies ou pratiques parce qu'y participer serait contraire à leur religion ou à leur conviction, la même exemption doit être accordée aux membres d'autres religions ou convictions qui y opposent la même objection.

d) Objection à l'obligation de prévenir ou de soigner la maladie

327. Certaines personnes s'opposent à des mesures préventives de la maladie, comme la vaccination ou l'inoculation, pour des raisons tenant à leur religion ou à leur conviction; d'autres s'opposent aussi à tout traitement médical. La question se pose de savoir si ces objections doivent être considérées comme des motifs valables d'exempter ces personnes des mesures prises par les pouvoirs publics pour prévenir ou traiter la maladie. Comme dans le cas précédent, on ne peut établir une règle précise. En effet, lorsqu'une épidémie risque de mettre en danger le bien-être de la communauté, les pouvoirs publics ont le devoir de prendre toutes les mesures préventives nécessaires et ne seront donc pas disposés à prendre en considération une demande d'exemption de ces groupes de personnes.

328. Un problème particulier se pose lorsque des parents refusent, pour des motifs tenant à leur religion ou à leur conviction, que les pouvoirs publics prennent des

/...

mesures préventives ou curatives dans l'intérêt de leurs enfants. Il est évident qu'il y a conflit entre ce que les parents, d'une part, et la société, d'autre part, considèrent être l'intérêt de l'enfant. On se souviendra que dans une autre controverse, relative à l'éducation des enfants, les pouvoirs publics ont décidé que l'enseignement serait obligatoire et ont ainsi pris parti contre la volonté des parents qui s'opposaient à l'enseignement obligatoire et restaient indifférents en ce qui concerne l'éducation de leurs enfants. On résout de façon semblable le conflit relatif à l'obligation de prévenir ou de soigner la maladie dans le cas des enfants : l'Etat a le droit, au nom de la société, d'imposer sa volonté dans l'intérêt de l'enfant.

/...

XI. PROPOSITIONS EN VUE DE DECISIONS A PRENDRE

329. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies s'est attachée à promouvoir les droits de l'homme et, en particulier, à assurer à toute personne la liberté de professer les dogmes de sa religion ou de sa conviction et de les mettre en pratique. L'Assemblée générale a réaffirmé ce principe à maintes reprises et a rappelé aux nations du monde entier qu'"il est dans l'intérêt supérieur de l'humanité de mettre un terme immédiat aux persécutions et aux discriminations religieuses".

330. L'Organisation des Nations Unies n'a pas seulement fait des recommandations mais s'est occupée en outre de l'élaboration de plusieurs conventions dans lesquelles la liberté de religion est visée. Par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, que l'Assemblée générale a adoptée en 1948 à la même session au cours de laquelle la Déclaration universelle des droits de l'homme a été proclamée, les Etats contractants se sont engagés à prévenir et à punir tout acte commis "dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe religieux, comme tel". A ce jour, cinquante-huit Etats ont ratifié la Convention ou y ont adhéré.

331. Des conférences diplomatiques tenues en 1951 et en 1954 sous les auspices des Nations Unies ont conclu des conventions relatives l'une au Statut des réfugiés et l'autre au Statut des apatrides. Ces deux conventions obligent les Etats contractants à accorder aux réfugiés (ou aux apatrides) un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à leurs nationaux en ce qui concerne la liberté de pratiquer leur religion ou leur conviction et en ce qui concerne la liberté d'instruction religieuse de leurs enfants. Vingt-deux Etats ont ratifié la Convention relative au Statut des réfugiés ou y ont adhéré, et deux Etats ont ratifié la Convention relative au Statut des apatrides.

332. En ce qui concerne les Territoires sous tutelle, les accords conclus entre les Autorités administrantes et les Nations Unies garantissent la liberté de culte et la liberté de l'enseignement religieux; le Conseil de tutelle et l'Assemblée générale suivent régulièrement l'évolution dans ce domaine. En ce qui concerne les territoires non autonomes, l'Assemblée générale a recommandé aux Puissances administrantes d'abolir dans ces territoires les lois et les pratiques

discriminatoires contraires aux principes de la Charte et de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

333. En outre, l'Assemblée générale est actuellement saisie du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, dont un article concerne la liberté de pensée, de conscience et de religion. Il n'est pas possible de prévoir encore la forme définitive que prendra le pacte ou les mesures qui seront adoptées pour en assurer la mise en oeuvre.

334. La présente étude, quoique incomplète, précise le sens du principe de non-discrimination dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. En conséquence, certaines règles générales y sont formulées pour servir à guider les gouvernements. Ensuite, des suggestions sont faites quant à la manière dont ces règles pourraient, dans le cadre des Nations Unies, être soumises aux gouvernements pour mise en oeuvre. Enfin, il est envisagé de charger un organe international de revoir périodiquement la situation en prenant note de la nature et de l'étendue des mesures discriminatoires qui subsisteraient encore dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Il est envisagé que cet organe formulerait aussi les mesures correctives à prendre.

A. ENONCE DES REGLES FONDAMENTALES

335. L'analyse des renseignements relatifs aux divers pays révèle que les principes proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme en ce qui concerne la non-discrimination dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses n'ont pas encore été mis en oeuvre entièrement dans tous les pays. Pour aider les gouvernements à faire disparaître les pratiques discriminatoires en ce domaine, il peut être utile d'énoncer un ensemble de règles fondamentales en vue de régler les problèmes concrets dont la présente étude a révélé l'existence et qui ont été précisés, en particulier, dans l'exposé qui a été fait des questions fondamentales. On comprendra que ces règles soient présentées sous forme de projet préliminaire, puisque l'étude n'est pas encore achevée.

336. Les règles ont pour objet de servir à élucider les principes généraux proclamés dans la Déclaration qui se rapportent aux mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Pour appliquer ces principes complètement, chaque Etat a le devoir d'ajuster, aussi rapidement et effectivement que possible, non seulement ses lois mais aussi les pratiques de son administration.

337. Même s'il est impossible de suivre immédiatement les règles fondamentales dans toute leur étendue, elles peuvent néanmoins avoir leur utilité puisque l'un des principaux desseins de la présente étude est d'éclaircir l'opinion publique mondiale. Quand les règles auront été examinées, discutées et acceptées dans l'assemblée internationale, leur signification et leur importance seront mises en relief. L'attention de la communauté des nations sera attirée non seulement sur les divers aspects concrets de la discrimination dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, mais aussi sur les mesures à prendre pour la vaincre. Ce qui est plus important encore, les groupes et les pouvoirs publics qui peuvent encore pratiquer la discrimination auront à tenir compte désormais de la force de l'opinion publique mondiale. En effet, si chaque membre de la communauté internationale prend conscience des réalités de la discrimination, dans chaque pays surgiront de nouvelles forces et ceux qui pratiquent la discrimination feront leur examen de conscience et seront pris de doutes au sujet des limitations imposées dans ce domaine.

338. Il faut se rendre compte que, dans maints pays, non seulement ceux qui pratiquent la discrimination ou qui la tolèrent, mais même ceux qui en sont victimes, souvent ne se rendent pas compte que la situation est anormale et qu'il est nécessaire de la redresser. Une longue habitude conduit parfois à croire que l'ordre existant est le seul possible et à accepter ses maux avec ses vertus. Il est donc nécessaire que tous, et avant tout et surtout la jeune génération, vivent dans une atmosphère favorable au plein épanouissement des droits de l'homme et apprennent leur sens et leur contenu.

339. Les préjugés qui se sont cristallisés dans les moeurs d'une société sont à la base de la plupart des pratiques discriminatoires. Dans le cas particulier des attitudes à l'égard de la religion ou de la conviction, plus peut-être que dans tout autre domaine, les moeurs évoluent lentement puisqu'elles sont issues des croyances. Seule une société instruite et pleinement consciente des méfaits de la discrimination se préoccupera de modifier la situation existante. Cela ne veut pas dire que l'action législative soit sans valeur. Dans bien des cas, notamment en infligeant des sanctions pénales à ceux qui se rendent coupables de discrimination, elle peut hâter l'évolution. Elle peut aussi constituer une mesure éducative en soi puisque l'individu est enclin à juger mauvais ce que la loi lui défend et bon ce qu'elle lui ordonne. Ce que l'humanité, dans son progrès, a appris de nouveau, la pression des espoirs neufs et même des craintes nouvelles, le fait que l'on comprend que la discrimination - notamment dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses - tend à rétrécir l'esprit civique et à fausser le noble idéal du civisme, tout cela peut amener plus tôt que beaucoup ne l'imaginent, le changement des moeurs et, par suite, l'effacement des souillures qui entachent une nation. Les règles suggérées sont énoncées ci-après

PREMIERE REGLE

DEVOIRS DES POUVOIRS PUBLICS

1. Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de toutes distinctions au préjudice de personnes ou groupes de personnes, fondées sur leur religion ou leur conviction, dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses, et doivent empêcher toute personne ou tout groupe de personnes de faire de telles distinctions.

/...

Ce devoir doit être accompli par l'adoption de mesures constitutionnelles, législatives et administratives, y compris, s'il y a lieu, des dispositions pénales, et par l'action administrative. Les pouvoirs publics ne doivent négliger aucun effort pour éduquer l'opinion publique et assurer la direction du mouvement nécessaire à cette fin.

2. En cas de conflit entre les impératifs de deux ou plusieurs religions ou convictions, les pouvoirs publics doivent s'efforcer de trouver une solution qui garantisse la plus grande liberté possible à l'ensemble de la société.

DEUXIEME REGLE

NATURE DE LA LIBERTE DE GARDER SA RELIGION OU SA CONVICTION OU D'EN CHANGER

1. Le droit qu'a toute personne de garder sa religion ou sa conviction n'admet aucune limitation.
2. Le droit qu'a toute personne de changer de religion ou de conviction doit être respecté.
3. Nul ne doit subir de contrainte, de pressions indirectes ou d'influence injustifiée visant à le faire changer de religion ou de conviction ou à le forcer à garder sa religion ou sa conviction.
4. Les parents ont, par priorité, le droit de choisir la religion ou la conviction dans laquelle leurs enfants doivent être élevés.

TROISIEME REGLE

PORTEE DES LIMITATIONS ADMISSIBLES A LA LIBERTE DE MANIFESTER SA RELIGION OU SA CONVICTION

1. La liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou en commun, et en public ou en privé, doit être assurée aussi largement que possible.
2. Toute limitation apportée à cette liberté doit être exceptionnelle. Les seules limitations admissibles doivent être celles qui sont prévues par la loi et qui sont nécessaires pour prévenir le désordre et le crime et sauvegarder la sûreté publique, la santé publique ou la morale publique, ou les droits fondamentaux et les libertés fondamentales d'autrui.

/...

3. Lorsqu'il y a conflit entre la liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer, et toute pratique ou observation qui tend à entraver cette liberté, la liberté de garder sa religion ou sa conviction ou d'en changer doit l'emporter.

QUATRIEME REGLE

LIBERTE DE CULTE

1. L'égale liberté de culte doit être assurée et protégée pour toutes les religions ou convictions.
2. Lorsque cette liberté est exercée par des personnes agissant en commun avec d'autres personnes, et en public, toutes limitations qui y sont apportées doivent être aussi restreintes que possible.

CINQUIEME REGLE

FORME DE CELEBRATION DU MARIAGE ET SA DISSOLUTION

1. Toute personne doit avoir le droit de contracter un mariage valide célébré dans une forme qui n'est pas contraire à sa religion ou à sa conviction.
2. Dans l'exercice de son pouvoir de réglementer la forme de célébration du mariage, l'Etat ne doit pas empêcher quiconque de faire procéder à la cérémonie du mariage selon les rites de sa religion ou de sa conviction, ni obliger quiconque à participer contre son gré à une cérémonie religieuse non conforme à ses opinions.
3. Dans un Etat qui admet la dissolution du mariage par le divorce, le droit de demander et d'obtenir le divorce ne doit pas être refusé à quiconque dont les opinions admettent l'institution du divorce, pour le seul motif qu'il professe une religion ou une conviction particulière.

SIXIEME REGLE

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRATIQUES FUNERAIRES

La réglementation des pratiques funéraires doit tenir compte, autant que possible, des exigences de la religion ou de la conviction du défunt, en ce qui concerne les cortèges funèbres, la désignation des lieux où doivent avoir lieu l'inhumation, l'incinération ou autre pratique funéraire, l'accomplissement des rites et l'exposition d'emblèmes religieux ou autres.

/...

SEPTIEME REGLE

PRATIQUES DIETETIQUES

Nul ne doit être empêché d'observer les pratiques diététiques prescrites par sa religion ou sa conviction.

HUITIEME REGLE

PELERINAGES

1. La possibilité doit être assurée aux pèlerins de se rendre aux lieux sacrés, à l'intérieur de leur pays ou à l'étranger, comme actes de dévotion religieuse.
2. Les limitations qui peuvent être imposées ne doivent pas avoir un caractère permanent et doivent être aussi restreintes que possible.

NEUVIEME REGLE

FORMATION DE CHEFS RELIGIEUX

1. Aucun groupe religieux ne doit être empêché de former ses chefs religieux, pasteurs, prêtres, rabbins ou mollahs.
2. Si cette formation ne peut être assurée qu'en dehors du pays, aucune limitation permanente ne doit être apportée au droit de voyager à l'étranger à l'effet de recevoir cette formation. Les limitations qui peuvent être imposées ne doivent pas avoir une nature permanente et doivent être aussi restreintes que possible.

DIXIEME REGLE

PROPAGATION DE LA RELIGION OU DE LA CONVICTION

1. La liberté de propager une religion ou une conviction doit être reconnue dans la mesure où elle ne porte pas atteinte au droit absolu qu'a toute personne de garder sa religion ou sa conviction.
2. Les limitations qui peuvent être imposées à cette liberté en vue de sauvegarder la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, ou les limitations qui peuvent être imposées à des méthodes particulières de propagation dans l'intérêt de la morale telle qu'elle est conçue par l'ensemble de la société, doivent être aussi restreintes que possible.

ONZIEME REGLE

OBJECTIONS DE CONSCIENCE

1. Service militaire : Les Etats qui reconnaissent aux objecteurs de conscience le droit d'être exemptés de leurs devoirs militaires ne doivent faire aucune distinction au préjudice de certains objecteurs, fondée sur la religion ou la conviction qu'ils professent.
2. Prestation de serment : Nul ne doit être tenu de prêter serment contrairement à sa religion ou à sa conviction. Lorsqu'une personne est appelée à prêter serment et que sa religion ou sa conviction ne le lui permet pas, cette personne doit être autorisée à faire une déclaration sur l'honneur ou une affirmation solennelle en remplacement de la prestation de serment.
3. Présence à des cérémonies officielles : Les Etats qui reconnaissent aux individus le droit d'être exemptés de la présence à certaines ou à toutes cérémonies officielles pour le motif que cette présence serait contraire à leur religion ou à leur conviction ne doivent faire aucune distinction au préjudice de certains objecteurs, fondée sur la religion ou la conviction qu'ils professent.

DOUZIEME REGLE

MESURES FINANCIERES EN FAVEUR D'UNE RELIGION OU D'UNE CONVICTION

1. Nul ne doit être tenu de verser une contribution financière en faveur d'une religion, d'une institution religieuse ou d'une conviction qui ne serait pas conforme à ses opinions.
2. Les pouvoirs publics doivent s'abstenir de faire aucune différence entre les religions ou les convictions en matière d'impôts ou de subventions.
3. Rien dans la présente règle n'empêche l'Etat de lever des impôts généraux ou d'exécuter les obligations assumées par lui du fait qu'il a repris des biens qui appartenaient à une religion ou conviction, ou de verser des fonds en vue de la conservation de monuments historiques ou d'oeuvres d'art.

B. PROCEDURE A ADOPTER POUR SOUMETTRE LES REGLES FONDAMENTALES
AUX GOUVERNEMENTS

340. Si la Sous-Commission décide d'approuver le principe de l'élaboration de règles fondamentales, la question se posera de savoir comment ces règles seront soumises aux gouvernements.

341. Il est clair qu'elles pourraient faire l'objet d'une résolution qui les recommanderait aux gouvernements; cette résolution pourrait être adoptée par le Conseil économique et social ou de préférence par l'Assemblée générale. Cette recommandation aurait pour le moins une influence morale et exercerait une force de persuasion. La question se pose aussi de savoir si ces règles fondamentales doivent être inscrites sous une forme ou sous une autre, dans un instrument international.

342. Comme on l'a déjà fait observer, l'Assemblée générale est saisie du projet de pacte relatif aux droits civils et politiques, dont l'article 18 reprend les principes proclamés dans l'article correspondant de la Déclaration universelle des droits de l'homme et en outre, dans une certaine mesure, les étend et les développe. Bien que les règles fondamentales ne soient présentées ici que sous forme de projet, il pourrait être utile que la Sous-Commission examine à sa onzième session, la question de savoir si l'article 18 du projet de pacte vise suffisamment bien tous les points auxquels elles s'appliquent. Si l'adoption de cet article et de l'ensemble du pacte faisait aux Etats contractants l'obligation de mettre en oeuvre intégralement les dispositions de fond que ces règles contiennent, la Sous-Commission pourrait prendre note de ce fait. Mais si, au contraire, la rédaction actuelle de l'article 18 ou d'autres articles du projet de pacte ne répond pas suffisamment bien à certains des points visés dans les règles fondamentales, il pourrait y avoir lieu que la Sous-Commission fasse des suggestions qui pourraient être soumises à l'attention de l'Assemblée générale.

343. Cependant, si l'on considère que les projets de pacte n'ont pour but que de poser de grands principes, en laissant à chaque Etat le soin d'élaborer sa politique dans ce cadre, on peut estimer utile qu'il existe un instrument international plus détaillé et plus technique qui contiendrait les règles fondamentales. A ce stade, aucune opinion n'est exprimée de cette question.

344. On se souviendra qu'à la suite de l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'emploi et de la profession, entreprise sur l'initiative de la

/...

Sous-Commission et effectuée par l'Organisation internationale du travail, la Conférence internationale du travail a adopté, à sa 42ème session, une convention concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession, ainsi qu'une recommandation sur le même sujet. De plus, à sa dixième session, la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture examinera l'opportunité de préparer un ou plusieurs instruments internationaux en vue d'éliminer les mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, en prenant comme documentation de base l'étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, rédigée par M. Charles D. Amoun à la demande de la Sous-Commission. Des dispositions concernant ces deux domaines - le domaine de l'enseignement et le domaine de l'emploi et de la profession - sont prévues dans le projet de pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

C. TRAVAUX FUTURS SUR L'ELIMINATION DES
MESURES DISCRIMINATOIRES

345. Enfin, la question suivante se pose : comment poursuivre l'oeuvre de lutte contre les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Dans ce domaine plus que dans tout autre, l'opposition de la société elle-même freine souvent le progrès. Il faut se souvenir que dans ce domaine le progrès exige, en une mesure plus grande que dans tout autre domaine, un changement des moeurs, des idées et surtout des sentiments d'une société. En préparant une étude et en énonçant les conclusions qui en découlent, les Nations Unies n'auront pas accompli toute leur tâche.

346. Dans le cas des deux études précédentes dont la Sous-Commission a pris l'initiative, il existait des institutions spécialisées compétentes pour suivre l'évolution future - l'Organisation internationale du travail pour le domaine de l'emploi et de la profession, et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture pour le domaine de l'enseignement - mais il n'existe pas d'institution spécialisée directement intéressée dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. Donc, si la Sous-Commission et les organes dont elle dépend ne continuent pas la tâche commencée, il est à craindre que l'étude constitue l'aboutissement d'un effort plutôt que le point de départ d'une nouvelle attaque contre les mesures discriminatoires dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses. La Sous-Commission pourrait envisager les mesures à prendre pour que la question ne soit pas enterrée afin que l'on puisse suivre constamment les progrès réalisés.

347. La Sous-Commission pourrait maintenir le sujet à son ordre du jour. Elle pourrait examiner, à intervalles périodiques, les rapports préparés par un comité ou par une personne qu'elle désignerait. Elle pourrait aussi désirer examiner quelles sources, en plus des gouvernements devraient être utilisées pour recueillir des renseignements et la méthode à employer à cet effet. Il ne serait pas nécessaire d'accabler les gouvernements de nouvelles demandes de renseignements, puisque la Commission des droits de l'homme a déjà institué un système grâce auquel les gouvernements et les institutions spécialisées lui fournissent des rapports périodiques et qu'elle pourrait renvoyer à la Sous-Commission les renseignements

/...

qui l'intéressent. Ce procédé a été approuvé par la résolution 624 B (XXII) du Conseil économique et social en date du 1er août 1956. Par cette résolution, le Conseil a demandé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées d'adresser tous les trois ans au Secrétaire général un rapport qui exposera l'évolution et les progrès accomplis dans le domaine des droits de l'homme dans les trois années précédentes, ainsi que les mesures prises pour sauvegarder la liberté humaine dans leur territoire métropolitain et dans les territoires non autonomes ou sous tutelle qu'ils administrent. Lesdits rapports devront porter sur les droits énumérés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. La Commission en instituant ce système, a décidé qu'après examen de l'évolution générale et des progrès accomplis elle communiquerait au Conseil des observations, conclusions et recommandations de caractère objectif et général. L'examen des rapports des gouvernements par la Commission est fondé sur un résumé "par matière" préparé par le Secrétaire général. La première série de rapports concernait la période de trois ans de 1954 à 1956.

348. A sa quatorzième session, la Commission a examiné le résumé préparé par le Secrétaire général sur la base des rapports reçus de trente gouvernements (E/CN.4/757 et Add.1 à 4). Elle n'y a consacré que deux séances et a décidé de poursuivre l'examen de la question à sa quinzième session. Elle a aussi exprimé l'espoir que les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait feraient parvenir des rapports avant ladite session.

349. Il serait prématuré de porter un jugement quelconque sur les avantages du système institué par la Commission, qui est encore dans sa phase expérimentale. Mais il y a lieu d'examiner s'il est souhaitable de prendre des mesures qui permettraient à la Sous-Commission d'utiliser tous renseignements contenus dans les rapports et relatifs à la discrimination dans le domaine des droits énoncés à l'article 18 de la Déclaration universelle, et tous autres renseignements relatifs à d'autres droits et qui révéleraient l'existence de pratiques discriminatoires dans ce domaine.

350. A cet égard, on peut signaler que la Commission des droits de l'homme doit établir à sa session de 1959, un plan relatif à la préparation des rapports triennaux, en tenant compte des suggestions qui lui seront présentées par le

Secrétaire général. Si la Sous-Commission voulait proposer des questions particulières pour qu'elles soient comprises dans ce plan, elle devrait le faire à sa onzième session afin que la Commission puisse en tenir compte. Les règles fondamentales, même sous forme actuelle de projets, pourraient peut-être servir de cadre pour le rassemblement de renseignements détaillés.

351. Si l'on ne considère que la situation présente, on peut ne pas comprendre pleinement la nécessité d'une vigilance continuelle. On peut souligner à nouveau que les formes les plus aigües de discrimination dans le domaine de la liberté de religion et des pratiques religieuses se manifestent rarement à notre époque. Mais si l'on se rappelle la longue histoire de la lutte pour l'établissement de la liberté de religion, on constatera que la route du progrès n'a jamais été une route toute droite. En vérité, le monde n'a-t-il pas été témoin, même dans un passé récent, d'un renouveau d'intolérance et de persécution religieuses à une échelle colossale? C'est en ayant ce fait présent à l'esprit que les rédacteurs de la Charte ont proclamé que l'un des buts des Nations Unies est de "réaliser la coopération internationale...en développant et en encourageant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous". Aussi, faut-il lutter sans cesse pour défendre la liberté de l'homme et ne jamais croire que la bataille est terminée ou la victoire remportée.
